

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

REQUÊTE  
À FIN D'INTERVENTION  
DU GOUVERNEMENT DU HONDURAS

enregistrée au Greffe de la Cour  
le 10 juin 2010

AFFAIRE DU DIFFÉREND  
TERRITORIAL ET MARITIME

(NICARAGUA c. COLOMBIE)

---

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

APPLICATION  
FOR PERMISSION TO INTERVENE  
BY THE GOVERNMENT OF HONDURAS

filed in the Registry of the Court  
on 10 June 2010

CASE CONCERNING THE TERRITORIAL  
AND MARITIME DISPUTE

(NICARAGUA v. COLOMBIA)

## I. REQUÊTE À FIN D'INTERVENTION

1. Au nom du Gouvernement de la République du Honduras, et en ma qualité d'agent, j'ai l'honneur d'invoquer les articles 36 et 62 du Statut de la Cour internationale de Justice et de solliciter l'autorisation d'intervenir dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, instance pendante devant la Cour.

L'article 81 du Règlement de la Cour précise qu'une telle requête doit spécifier :

- a) l'intérêt d'ordre juridique qui, selon l'Etat demandant à intervenir, est pour lui en cause ;
- b) l'objet précis de l'intervention ;
- c) toute base de compétence qui, selon l'Etat demandant à intervenir, existerait entre lui et les parties.

Ces trois points font l'objet des développements ci-après ; toutefois, au préalable, le Honduras souhaite ne laisser planer aucun doute sur le contexte dans lequel cette requête est présentée devant la Cour, sur son intérêt juridique et sur l'objet de son intervention.

### I. PORTÉE ET OBJET DE LA REQUÊTE À FIN D'INTERVENTION

2. Le Nicaragua a introduit une instance contre la Colombie en décembre 2001 en déposant une requête demandant, *inter alia*, à la Cour « de déterminer le tracé d'une frontière maritime unique entre les portions de plateau continental et les zones économiques exclusives relevant respectivement du Nicaragua et de la Colombie »<sup>1</sup>. Dans son mémoire d'avril 2003, le Nicaragua demande à la Cour de juger et de déclarer que, « dans le cadre géographique et juridique constitué par les côtes continentales du Nicaragua et de la Colombie, la forme appropriée de délimitation consiste à tracer une frontière maritime unique suivant une ligne médiane entre lesdites côtes [*traduction du Greffe*] » et qu'il soit accordé à toutes les îles et cayes colombiennes situées du côté nicaraguayen de cette ligne des enclaves de 12 et de 3 milles marins respectivement.

3. Dans son arrêt sur les « exceptions préliminaires » du 13 décembre 2007 rendu dans l'affaire du *Différend territorial et maritime* entre le Nicaragua et la Colombie, la Cour a décidé que la frontière maritime n'avait pas été fixée par le traité Barcenas-Esguerra de 1928 et le protocole de 1930, et a jugé qu'elle était compétente pour

« statuer sur le différend relatif à la souveraineté sur les formations maritimes revendiquées par les Parties autres que les îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina ... et sur le différend relatif à la délimitation maritime entre les Parties »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Requête du Nicaragua, par. 8.

<sup>2</sup> *Exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2007 (II)*, p. 876, par. 142, al. 3), points a) et b).

## I. APPLICATION FOR PERMISSION TO INTERVENE

[Translation]

1. Acting on behalf of the Government of the Republic of Honduras and as Agent, I have the honour to invoke Articles 36 and 62 of the Statute of the International Court of Justice and to request permission to intervene in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, now pending before the Court.

Article 81 of the Rules of Court states that an application for permission to intervene must set out:

- (a) the interest of a legal nature which the State applying to intervene considers may be affected by the decision in th[e] case [in question];
- (b) the precise object of the intervention;
- (c) any basis of jurisdiction which is claimed to exist as between the State applying to intervene and the parties to the case.

These three points will be dealt with below; first, however, Honduras wishes to preclude all doubt as to the context in which this Application is being submitted to the Court, as to Honduras's legal interest and as to the object of its intervention.

## I. SCOPE AND OBJECT OF THE APPLICATION FOR PERMISSION TO INTERVENE

2. Nicaragua instituted proceedings against Colombia in December 2001 by filing an Application requesting the Court *inter alia* "to determine the course of the single maritime boundary between the areas of continental shelf and exclusive economic zone appertaining respectively to Nicaragua and Colombia"<sup>1</sup>. In its Memorial of April 2003, Nicaragua requests the Court to adjudge and declare that "the appropriate form of delimitation, within the geographical and legal framework constituted by the mainland coasts of Nicaragua and Colombia, is a single maritime boundary in the form of a median line between these mainland coasts" and that all Colombian islands and cays lying on the Nicaraguan side of that line should be accorded 12- and 3-nautical-mile enclaves, respectively.

3. In the 13 December 2007 Judgment on "Preliminary Objections" handed down in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute* between Nicaragua and Colombia, the Court determined that the maritime boundary had not been fixed by the Barcenas-Esguerra Treaty of 1928 and the Protocol of 1930 and found that it had jurisdiction

"to adjudicate upon the dispute concerning sovereignty over the maritime features claimed by the Parties other than the islands of San Andrés, Providencia and Santa Catalina . . . [and] upon the dispute concerning the maritime delimitation between the Parties"<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Application of Nicaragua, para. 8.

<sup>2</sup> *Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2007 (II)*, p. 876, para. 142 (3) (a) and (b).

4. Le contre-mémoire de la Colombie de novembre 2008 demande à la Cour de juger et déclarer

«que la délimitation de la zone économique exclusive et du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie doit être opérée en traçant une frontière maritime unique, constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacune des Parties, comme indiqué sur la figure 9.2 du présent contre-mémoire [traduction du Greffe]».

5. Dans sa réplique de septembre 2009, le Nicaragua a modifié sa demande en priant la Cour de déclarer et de juger que, «dans le cadre géographique et juridique constitué par les côtes continentales du Nicaragua et de la Colombie, la forme appropriée de délimitation consiste à tracer une limite de plateau continental [traduction du Greffe]» située entièrement au-delà des 200 milles marins du Nicaragua et, par conséquent, plus à l'est que celle réclamée dans son mémoire. La demande du Nicaragua que la Cour enclave toutes les îles et cayes situées du côté nicaraguayen de cette ligne reste largement identique à celle du mémoire.

6. Le Honduras a été ainsi amené à envisager que les écrits du Nicaragua dans l'instance pendant avancent des prétentions maritimes à l'effet que le prolongement de sa frontière maritime se situera inévitablement dans des zones maritimes dans lesquelles des Etats tiers ont des droits et intérêts. Le Honduras fait partie de ces Etats tiers.

7. A la différence d'autres Etats tiers, la Cour a déjà déterminé une partie de la frontière maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans son arrêt du 8 octobre 2007 concernant le *Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes* (C.I.J. Recueil 2007 (II), p. 659). Les deux Etats viennent tout récemment de décider de confier à la Commission mixte des limites d'achever le processus de délimitation en application de l'arrêt (annexe I)<sup>3</sup>. La partie pertinente du dispositif que l'on trouve sous le paragraphe 321, point 3), de l'arrêt dispose que la Cour

«[d]écide ... A partir du point E, la frontière suivra l'arc formé par la mer territoriale de 12 milles marins de South Cay en direction du nord, jusqu'à rencontrer la ligne d'azimut au point F (situé par 15° 16' 08" de latitude nord et 82° 21' 56" de longitude ouest). A partir du point F, elle se poursuivra le long de la ligne d'azimut 70° 14' 41,25" jusqu'à atteindre la zone dans laquelle elle risque de mettre en cause les droits d'Etats tiers...»

8. Autrement dit, le Honduras est à même de considérer que la Cour lui a reconnu des droits qui pourraient se prolonger dans des zones maritimes sur lesquelles des Etats tiers au sens de l'arrêt du 8 octobre 2007 pourraient revendiquer des droits. La Cour a indiqué au paragraphe 312 de son arrêt du 8 octobre 2007 :

«S'agissant du point terminal, ni le Nicaragua ni le Honduras n'ont, dans leurs conclusions, indiqué de limite extérieure précise à leur frontière maritime. La Cour ne saurait statuer sur une question si, pour ce faire, les droits d'une tierce partie qui ne comparait pas devant elle doivent être d'abord déterminés (voir *Or monétaire pris à Rome en 1943*, arrêt, C.I.J. Recueil 1954, p. 19).»

<sup>3</sup> Déclaration conjointe des présidents de la République du Nicaragua, le commandant José Daniel Ortega Saavedra, et de la République du Honduras, M. Porfirio Lobo Sosa, en date du 9 avril 2010.

4. Colombia's Counter-Memorial of November 2008 requests the Court to adjudge and declare

“that the delimitation of the exclusive economic zone and the continental shelf between Nicaragua and Colombia is to be effected by a single maritime boundary, being the median line every point of which is equidistant from the nearest point on the baselines from which the breadth of the territorial seas of the Parties is measured, as depicted on Figure 9.2 of this Counter-Memorial”.

5. In its Reply of September 2009, Nicaragua amended its claim, asking the Court to adjudge and declare that “the appropriate form of delimitation, within the geographical and legal framework constituted by the mainland coasts of Nicaragua and Colombia, is a continental shelf boundary”, the entirety of which lies more than 200 nautical miles from Nicaragua and which is therefore further east than the line claimed in its Memorial. Nicaragua's request that the Court enclave all the islands and cays on the Nicaraguan side of this line remains largely the same as that in the Memorial.

6. Honduras has thus been led to the conclusion that Nicaragua's written pleadings in the case advance maritime claims pursuant to which its maritime boundary would inevitably extend into maritime areas in which third States have rights and interests. Honduras is among such States.

7. Unlike in the case of other third States, the Court, in its Judgment of 8 October 2007 on the *Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea*, I.C.J. Reports 2007 (II), p. 659, has already determined part of the maritime boundary between Nicaragua and Honduras. The two States have just recently decided to ask the Mixed Boundary Commission to complete the delimitation process in accordance with the Judgment (Ann. 1)<sup>3</sup>. The relevant passage of the operative part is found in paragraph 321 (3) of the Judgment and provides that the Court:

“[d]ecides . . . From point E the boundary line shall follow the 12-nautical-mile arc of the territorial sea of South Cay in a northerly direction until it meets the line of the azimuth at point F (with co-ordinates 15° 16' 08" N and 82° 21' 56" W). From point F, it shall continue along the line having the azimuth of 70° 14' 41.25" until it reaches the area where the rights of third States may be affected; . . .”

8. In other words, Honduras is justified in considering that the Court recognized Honduran rights which may extend into maritime zones in which third States, as understood in the Judgment of 8 October 2007, may claim rights. The Court stated in paragraph 312 of its Judgment of 8 October 2007:

“As for the endpoint, neither Nicaragua nor Honduras in each of their submissions specifies a precise seaward end to the boundary between them. The Court will not rule on an issue when in order to do so the rights of a third party that is not before it, have first to be determined (see *Monetary Gold Removed from Rome in 1943*, Judgment, I.C.J. Reports 1954, p. 19).”

---

<sup>3</sup> Joint declaration of the President of the Republic of Nicaragua, Mr. José Daniel Ortega Saavedra, and the President of the Republic of Honduras, Mr. Porfirio Lobo Sosa, dated 9 April 2010.

Par voie de conséquence, dans l'affaire entre le Honduras et le Nicaragua, la Cour n'a pas indiqué de point terminal précis afin de ne pas porter préjudice aux droits d'États tiers<sup>4</sup>.

9. Dans l'instance pendante, le Nicaragua continue de réclamer des droits qui se prolongent au-delà du point terminal fixé par la Cour en octobre 2007. Compte tenu de l'absence du Honduras dans l'instance pendante, le Nicaragua avance que la Colombie ne devrait pas être amenée à réclamer à l'encontre du Nicaragua des droits dans les zones qu'elle a reconnu appartenir au Honduras dans le traité de délimitation maritime de 1986 entre le Honduras et la Colombie (voir figure 6-7 en annexe à la réplique du Nicaragua). La Cour elle-même a pris conscience de la possibilité de la survenance d'une telle situation en notant au paragraphe 316 de l'arrêt du 8 octobre 2007 que

«[o]n pourrait donc soutenir qu'une éventuelle prolongation de la ligne de délimitation en la présente affaire au-delà du 82<sup>e</sup> méridien risquerait d'être interprétée comme indiquant que le Honduras a négocié un traité portant sur des espaces maritimes qui ne lui appartenaient en réalité pas, et pourrait par conséquent porter préjudice aux droits de la Colombie en vertu dudit traité. La Cour ne se fonde aucunement sur le traité de 1986 pour fixer un point terminal approprié à la délimitation entre le Nicaragua et le Honduras. Elle relève cependant qu'une éventuelle délimitation entre le Honduras et le Nicaragua qui se prolongerait vers l'est au-delà du 82<sup>e</sup> méridien et au nord du 15<sup>e</sup> parallèle (ce qui serait le cas de la bissectrice retenue par la Cour) ne porterait en réalité pas préjudice aux droits de la Colombie, dans la mesure où les droits de cette dernière en vertu de ce traité ne s'étendent pas au nord du 15<sup>e</sup> parallèle.»

Le Honduras souhaite que ses droits et intérêts soient protégés.

10. Le Nicaragua soutient que la Colombie a renoncé à ses droits au nord du 15<sup>e</sup> parallèle suite à la conclusion du traité de délimitation maritime de 1986 avec le Honduras. Pour l'Etat intervenant dans l'instance pendante, la conclusion du traité de 1986 ne saurait permettre au Nicaragua de soutenir que la zone maritime en cause ne peut revenir qu'au seul Nicaragua. Ceci équivaut à prétendre, dans l'instance pendante, que seul le Nicaragua possède des droits aux espaces maritimes au nord du 15<sup>e</sup> parallèle. Le Nicaragua fait disparaître l'une des parties à l'instance pendante alors qu'un Etat ne peut pas se prévaloir d'une convention en vigueur entre d'autres Etats pour en tirer des droits.

11. Le Honduras et la Colombie possèdent des droits sur cette zone maritime située au nord du 15<sup>e</sup> parallèle. Ils sont générés par les côtes du Honduras d'une part, et par l'archipel de San Andrés, Serranilla et l'île de Providencia d'autre part. Le chevauchement de ces droits respectifs les a conduits à se mettre d'accord, par le traité de 1986, sur une délimitation desdites zones à partir du 82<sup>e</sup> méridien le long du parallèle 14° 59' 08", vers l'est, et approximativement jusqu'au 80<sup>e</sup> méridien, point à partir duquel la limite continue vers le nord jusqu'à la latitude 16° 04' 15" nord et la longitude 79° 52' 32" ouest.

12. Le traité de 1986 entre le Honduras et la Colombie énonce les droits du Honduras dans ladite zone maritime. Aussi, toute prétention du Nicaragua sur les espaces maritimes situés au nord du 15<sup>e</sup> parallèle risque d'affecter les droits et intérêts du Honduras en tant qu'Etat tiers, comme il a été reconnu par la Cour dans son arrêt d'octobre 2007. En tant que tel, le Honduras possède un intérêt d'ordre juridique réel, actuel, direct, concret dans la délimitation des espaces maritimes dans la zone au nord du tracé frontalier résultant du traité de 1986.

<sup>4</sup> Voir aussi, pour les droits des Etats tiers, les paragraphes 313 à 319 de l'arrêt.

Consequently, in order to avoid prejudicing the rights of third States, the Court refrained in the case between Honduras and Nicaragua from specifying an endpoint<sup>4</sup>.

9. In these proceedings Nicaragua continues to claim rights extending beyond the endpoint fixed by the Court in October 2007. In the light of Honduras's absence from the proceedings, Nicaragua argues that Colombia should not be able to claim rights vis-à-vis Nicaragua in areas Colombia recognized as appurtenant to Honduras in the 1986 Maritime Delimitation Treaty between Honduras and Colombia (see fig. 6-7 annexed to Nicaragua's Reply). The Court was itself aware of the possibility of such a situation arising when it noted in paragraph 316 of the Judgment of 8 October 2007:

“Thus, it might be argued, any extension of the delimitation line in this case past the 82nd meridian could be interpreted as indicating that Honduras negotiated a treaty involving maritime areas that did not actually appertain to it and could thereby prejudice Colombia's rights under that treaty. The Court places no reliance on the 1986 Treaty to establish an appropriate endpoint for the maritime delimitation between Nicaragua and Honduras. The Court nevertheless observes that any delimitation between Honduras and Nicaragua extending east beyond the 82nd meridian and north of the 15th parallel (as the bisector adopted by the Court would do) would not actually prejudice Colombia's rights because Colombia's rights under this Treaty do not extend north of the 15th parallel.”

Honduras seeks to have its rights and interests protected.

10. Nicaragua maintains that under the 1986 Maritime Delimitation Treaty with Honduras Colombia waived its rights north of the 15th parallel. In the view of the intervening State in the proceedings, Nicaragua cannot rely on the existence of the 1986 Treaty to maintain that the maritime area in question can only appertain to Nicaragua alone. This is tantamount to claiming in these proceedings that Nicaragua alone possesses rights to maritime areas north of the 15th parallel. Nicaragua eliminates one of the parties from the proceedings, even though no State can derive rights from a convention in force between other States.

11. Honduras and Colombia possess rights in this maritime zone north of the 15th parallel. They are generated by the Honduran coast, on the one hand, and by the Archipelago of San Andrés, Serranilla and the island of Providencia, on the other. The overlapping of these rights prompted Honduras and Colombia to come to an agreement, set out in the 1986 Treaty, on a delimitation of those zones from the 82nd meridian along parallel 14° 59' 08" eastwards to roughly the 80th meridian, from which point the boundary continues northwards to latitude 16° 04' 15" N and longitude 79° 52' 32" W.

12. The 1986 Treaty between Honduras and Colombia vests rights in Honduras in that maritime zone. Thus, any claim by Nicaragua to maritime areas north of the 15th parallel is liable to affect the rights and interests of Honduras as a third State, as the Court recognized in its Judgment in October 2007. As such, Honduras has an actual, present, direct and concrete interest of a legal nature in the delimitation of the maritime areas in the zone to the north of the boundary line deriving from the 1986 Treaty.

<sup>4</sup> On the subject of the rights of third States, see also paragraphs 313 to 319 of the Judgment.

13. Dès fin 2008, le Honduras a indiqué aux parties à l'instance pendante<sup>5</sup> et à la Cour<sup>6</sup> son intention de déposer une requête à fin d'intervention. L'autorisation d'intervenir que le Honduras sollicite aujourd'hui de la Cour vise à protéger les intérêts d'ordre juridique du Honduras en supprimant l'incertitude existante quant à la fixation de ses frontières maritimes avec le Nicaragua dans la zone maritime au nord du 15<sup>e</sup> parallèle faisant l'objet de l'instance pendante, de sorte à renforcer la sécurité juridique de tous les Etats désireux de poursuivre leurs activités légitimes dans la région. Ces intérêts juridiques sont en jeu dans l'instance pendante. La présente requête à fin d'intervention vise à s'assurer qu'ils ne soient pas affectés par la décision de la Cour à venir.

14. C'est dans ce *contexte* que le Honduras se présente aujourd'hui devant la Cour et sollicite l'autorisation d'intervenir dans l'instance pendante.

15. Le Honduras souhaite qu'aucun doute ne s'installe dans l'esprit des membres de la Cour ainsi que dans celui des parties à l'instance pendante. Le Honduras *déclare* que son intervention ne vise à aucun moment à remettre en cause la *res judicata* du dispositif de l'arrêt du 8 octobre 2007.

16. Par ailleurs, le Honduras désire présenter une *première observation* selon laquelle l'intervention qu'il sollicite est limitée à la seule délimitation maritime dans la zone circonscrite par le traité de 1986, et exclut les îles, cayes et tous autres accidents géographiques situés en dehors des espaces maritimes en cause.

17. Une *seconde observation* a trait au fait que l'intervention du Honduras vise la seule partie de la zone maritime à délimiter entre le Nicaragua et le Honduras dans le cadre de l'instance pendante qui est située dans l'angle nord-ouest de la carte nicaraguayenne n° 3-1 jointe à sa réplique. La zone dans laquelle se trouvent situés les intérêts d'ordre juridique qui pourraient être affectés par la décision de la Cour dans l'instance pendante est contenue approximativement dans un rectangle dont le point de départ est l'intersection du 82<sup>e</sup> méridien et du parallèle 14° 59' 08". Se dirigeant vers l'est, la limite inférieure suit ce parallèle jusqu'au 80<sup>e</sup> méridien et le côté oriental du rectangle remonte vers le nord le long de ce méridien jusqu'au point d'intersection avec le parallèle 16° 20'; de là, la limite septentrionale se dirige vers l'ouest en suivant ce parallèle jusqu'à son intersection avec le 82<sup>e</sup> méridien et le côté occidental du rectangle redescend le long de ce dernier jusqu'au point de départ.

18. Une *troisième observation* est que pour le Honduras, si le traité de 1986 conclu avec la Colombie a réglé définitivement la question des limites maritimes entre les deux pays, un différend de délimitation perdure entre le Honduras et le Nicaragua. Si, dans le paragraphe 8.54 de son contre-mémoire, la Colombie fait valoir qu'elle n'est en aucun cas empêchée d'avancer des droits maritimes au nord du 15<sup>e</sup> parallèle, elle indique expressément qu'il s'agit de droits à l'encontre du seul Nicaragua. Ce différend entre la Colombie et le Nicaragua est situé à l'est du point terminal de la frontière maritime fixée par l'arrêt du 8 octobre 2007 (voir carte «The Median Line», vol. III, p. 89, du contre-mémoire de la Colombie).

19. Or, le Honduras a pour politique juridique, comme de très nombreux Etats d'ailleurs, de vouloir établir de manière stable et définitive les limites extérieures de ses compétences maritimes et par conséquent de délimiter complètement les espaces maritimes auxquels le droit international lui donne droit, ainsi qu'il l'a proclamé dans sa législation interne de 1999. Ses intérêts d'ordre juridique dans son intervention découlent de cette préoccupation.

<sup>5</sup> Annexe II: notes verbales *Oficio No. 170-DSM* au ministre des relations extérieures de la Colombie et *Oficio No. 171-DSM* au ministre des relations extérieures du Nicaragua, toutes deux en date du 24 octobre 2008.

<sup>6</sup> Lettre de l'ambassadeur Julio Rendón Barnica au greffier en date du 10 novembre 2008.

13. In late 2008, Honduras already indicated to the parties to these proceedings<sup>5</sup> and to the Court<sup>6</sup> that it intended to file an application for permission to intervene. The permission to intervene which Honduras is now requesting from the Court is aimed at protecting Honduras's interests of a legal nature by eliminating the existing uncertainty in respect of the fixing of its maritime boundaries with Nicaragua in the maritime zone north of the 15th parallel that is the subject of these proceedings, with a view to enhancing legal security for all States wishing to carry on their legitimate activities in the region. These legal interests are at stake in the proceedings. The present Application for permission to intervene is aimed at ensuring that they are not affected by the Court's decision in the future.

14. It is against this *background* that Honduras turns today to the Court and requests permission to intervene in the proceedings.

15. Honduras wishes to prevent any doubt from arising in the minds of Members of the Court or of the parties to these proceedings. Honduras *declares* that its intervention is in no way aimed at challenging the effect of the operative part of the Judgment of 8 October 2007 as *res judicata*.

16. In addition, Honduras would like to make a *first observation*: the intervention for which it requests permission is confined exclusively to the maritime delimitation in the zone delineated by the 1986 Treaty and excludes islands, cays and all other geographical features situated outside the maritime areas at issue.

17. A *second observation* concerns the fact that Honduras's intervention relates solely to that part of the maritime zone to be delimited between Nicaragua and Honduras in the proceedings which lies in the north-western corner of figure 3-1 annexed to Nicaragua's Reply. The zone containing the interests of a legal nature which may be affected by the Court's decision in the case lies roughly in a rectangle the starting point of which is the intersection of the 82nd meridian and parallel 14° 59' 08". Running eastwards, the lower boundary follows that parallel to the 80th meridian and the eastern side of the rectangle runs northwards along that meridian to the intersection with parallel 16° 20'; from there the northern boundary runs westwards along that parallel until it intersects with the 82nd meridian and the western side of the rectangle runs down that meridian to the starting point.

18. A *third observation* is that in Honduras's view, while the 1986 Treaty with Colombia definitively settled the question of the maritime boundaries between the two countries, a delimitation dispute endures between Honduras and Nicaragua. While Colombia does claim in paragraph 8.54 of its Counter-Memorial that it is in no way precluded from asserting maritime rights north of the 15th parallel, it expressly states that these are rights vis-à-vis Nicaragua alone. The setting of the dispute between Colombia and Nicaragua is to the east of the endpoint of the maritime boundary established by the Judgment of 8 October 2007 (see the map "The Median Line", Vol. III, p. 89, of Colombia's Counter-Memorial).

19. Like that of many other States, the legal policy of Honduras is to seek to establish stable and final outer limits for its maritime jurisdiction and hence to delimit fully the maritime areas to which it is entitled under international law, as it proclaimed in its domestic legislation in 1999. Its interests of a legal nature in its intervention derive from this concern.

---

<sup>5</sup> Annex II, Notes Verbales *Oficio No. 170-DSM* to the Colombian Minister for Foreign Affairs and *No. 171-DSM* to the Nicaraguan Minister for Foreign Affairs, both dated 24 October 2008.

<sup>6</sup> Letter of 10 November 2008 from Ambassador Julio Rendón Barnica to the Registrar.

20. Le Honduras est conscient, comme la Cour l'a dit, qu'en matière d'intervention l'introduction d'un nouveau différend doit respecter «le principe fondamental qui veut que la compétence de la Cour pour connaître d'un différend et le trancher dépende du consentement des parties à celui-ci» (*Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1984*, p. 22, par. 34).

21. Le Honduras ne demande pas à la Cour de résoudre un différend ou une partie d'un différend entre le Honduras et les parties à l'instance pendante sans le consentement desdites parties, puisque tant le Nicaragua que la Colombie ont consenti par avance à ce qu'un différend avec le Honduras soit réglé par la Cour en vertu de l'article XXXI du pacte de Bogotá auquel les trois Etats sont parties.

22. Ce différend que le Honduras souhaite greffer à l'instance pendante consiste en la détermination d'une frontière maritime entre le Honduras et le Nicaragua d'une part, et d'un tripoint entre le Honduras, le Nicaragua et la Colombie d'autre part. Le Honduras sollicite ainsi que la Cour détermine le segment de frontière maritime partant du point terminal de la bissectrice frontrière fixée en octobre 2007 sur ces espaces maritimes et le tripoint entre les trois Etats que la Cour situera sur le tracé frontalier découlant du traité de 1986 entre la Colombie et le Honduras.

23. La *quatrième observation* du Honduras peut être exprimée comme suit: que la Cour décide ou non d'autoriser le Honduras à intervenir à titre de partie dans l'instance pendante, le Honduras souhaite dans tous les cas protéger ses droits à une délimitation future au-delà du point terminal fixé par l'arrêt d'octobre 2007 avec ses voisins et à la fixation future d'un tripoint sur le tracé frontalier du traité de délimitation maritime de 1986, et par voie de conséquence informer la Cour de la nature des droits du Honduras qui sont en cause dans l'instance pendante. Le Honduras sollicite donc, à titre subsidiaire, d'être autorisé à intervenir en tant que non-partie dans l'instance pendante.

24. En *observation finale*, le Honduras conclut que l'*objet de son intervention* est double:

- d'une part, il est de déterminer le tracé de la frontière maritime entre les trois Etats dans la zone maritime située dans l'angle nord-ouest de la carte nicaraguayenne 3-1 jointe à sa réplique ainsi que le tripoint sur la ligne frontière du traité de 1986 dans la mesure où ces derniers ont déjà consenti à la compétence de la Cour, étant parties au pacte de Bogotá. Dans cette situation, le Honduras demande à intervenir en devenant partie à l'instance pendante;
- d'autre part, il est, à titre subsidiaire, de protéger les droits et intérêts d'ordre juridique du Honduras et d'informer la Cour sur leur nature de sorte qu'ils ne soient pas affectés par la délimitation maritime entre le Nicaragua et la Colombie que la Cour est invitée à déterminer dans le cadre de l'instance pendante. Dans cette situation, le Honduras demande à intervenir en ne devenant pas partie à l'instance pendante.

## II. LES CRITÈRES FIXÉS PAR L'ARTICLE 81 DU RÈGLEMENT DE LA COUR

### A. *L'intérêt d'ordre juridique qui, selon le Honduras, est pour lui en cause dans l'instance pendante*

25. L'intérêt d'ordre juridique invoqué pour adresser à la Cour une requête à fin d'intervention s'entend d'un intérêt défini «par référence à une règle de droit ou un critère juridique» (Kéba Mbaye, «L'intérêt pour agir devant la Cour internationale de Justice», *RCADI*, 1988, t. 209, p. 263). De plus, lorsqu'il présente une demande

20. Honduras is aware that in matters of intervention, as the Court has said, the introduction of a fresh dispute must satisfy “the basic principle that the jurisdiction of the Court to deal with and judge a dispute depends on the consent of the parties thereto” (*Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta), Application for Permission to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1984*, p. 22, para. 34).

21. Honduras is not asking the Court to resolve a dispute, or part of one, between Honduras and the parties to the proceedings without the parties’ consent, since both Nicaragua and Colombia have consented in advance to having the Court settle a dispute with Honduras, in accordance with Article XXXI of the Pact of Bogotá, to which the three States are parties.

22. The dispute which Honduras seeks to join to these proceedings involves determining: a maritime boundary between Honduras and Nicaragua; and a tripoint among Honduras, Nicaragua and Colombia. Honduras is thus asking the Court to define the maritime boundary segment from the endpoint of the bisector boundary line fixed in October 2007 for these maritime areas and the tripoint among the three States, to be fixed by the Court along the course of the boundary line resulting from the 1986 Treaty between Colombia and Honduras.

23. Honduras’s *fourth observation* may be expressed in the following terms: whether or not the Court decides to permit Honduras to intervene as a party in the proceedings, Honduras wishes in all events to safeguard its rights to a delimitation in the future with its neighbours beyond the endpoint fixed in the October 2007 Judgment and to the determination in the future of a tripoint along the boundary line defined by the 1986 Maritime Delimitation Treaty; consequently, it wishes to inform the Court of the nature of Honduras’s rights that may be affected in the proceedings. Honduras is therefore asking in the alternative for permission to intervene as a non-party in the proceedings.

24. As a *final observation*, Honduras submits that the *object of its intervention* is two-fold:

- firstly, it is to determine the course of the maritime boundary between the three States in the maritime zone situated in the north-western corner of Nicaragua’s figure 3-1 annexed to its Reply, together with the tripoint on the boundary line under the 1986 Treaty, since the three States, as parties to the Pact of Bogotá, have already consented to the jurisdiction of the Court. In this situation Honduras seeks to intervene by becoming a party to the proceedings;
- secondly, it is, in the alternative, to protect Honduras’s rights and interests of a legal nature and to inform the Court of their character, lest they be affected by the maritime delimitation between Nicaragua and Colombia which the Court is being requested to make in these proceedings. In this situation, Honduras seeks to intervene without becoming a party to the proceedings.

## II. THE CRITERIA LAID DOWN BY ARTICLE 81 OF THE RULES OF COURT

### A. *The Interest of a Legal Nature which Honduras Considers may be Affected in these Proceedings*

25. The interest of a legal nature relied upon in submitting a request to the Court for permission to intervene is understood to be an interest defined “by reference to a rule of law or a legal criterion” [*translation by the Registry*] (Kéba Mbaye, “L’intérêt pour agir devant la Cour internationale de Justice”,

à fin d'intervention, l'Etat n'a pas à prouver qu'il détient « des droits qui doivent être protégés, mais simplement qu'il a un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision à rendre en l'espèce » (*Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention, arrêt, C.I.J. Recueil 1990*, p. 129, par. 87). L'Etat qui demande à intervenir « doit seulement démontrer que son intérêt « peut » être affecté et non qu'il le sera ou qu'il le sera nécessairement » (*ibid.*, p. 117, par. 61).

26. La décision du Honduras de signer la convention des Nations Unies sur le droit de la mer le 10 décembre 1982 et de la ratifier le 5 octobre 1993 a consacré l'ambition du Honduras de voir sa souveraineté et sa juridiction sur les espaces maritimes clairement définies et délimitées, et ses ressources naturelles dûment protégées et exploitées en conformité avec le droit international. Ce furent, entre autres décisions, la loi sur l'exploitation des ressources naturelles de la mer du 28 avril 1980 (*Ley sobre el aprovechamiento de los recursos naturales del mar, La Gaceta*, n° 23.127, 13 juin 1980) et le décret exécutif n° PCM 007-2000 du 21 mars 2000 sur les lignes de base droites (*Decreto ejecutivo n° 007-2000, La Gaceta*, n° 29.135, 29 mars 2000). La proclamation d'une zone économique exclusive a été insérée dans l'article 2 de la loi de 1999 sur les espaces maritimes (décret législatif n° 172-99 du 30 octobre 1999, *La Gaceta*, n° 29.054, 23 décembre 1999). Cette législation comporte des dispositions sur le plateau continental s'étendant au-delà de 200 milles marins en des termes considérés comme conformes aux droits que le Honduras tient du droit international et de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Le Honduras a ainsi adopté la définition de l'article 76 de la CNUDM selon laquelle son plateau continental comprend les fonds marins et leur sous-sol au-delà de sa mer territoriale, sur toute l'étendue du prolongement naturel du territoire terrestre jusqu'au rebord externe de la marge continentale (art. 9). La loi, en son article 12, paragraphes 1) et 2), prévoit que la délimitation des zones maritimes par voie d'accord doit aboutir à une solution équitable, tenant compte, *inter alia*, de l'équidistance (annexe III).

27. Les zones de plateau continental revendiquées par le Honduras ont fait l'objet du traité de délimitation maritime de 1986 conclu avec la Colombie. Partant du 82° méridien, la frontière maritime suit plein est le parallèle situé par 14° 59' 08" de latitude nord jusqu'au méridien 79° 56' 00" ouest et s'infléchit vers le nord après avoir traversé le 80° méridien.

28. Conformément aux principes de droit international, le Honduras a tenté de bonne foi de régler les questions de délimitation maritime le concernant par voie d'accord. La conclusion du traité de délimitation maritime de 1986 avec la Colombie en témoigne. Le Honduras est évidemment très soucieux que l'intégrité de ce traité soit pleinement respectée. Ce traité définit les zones du plateau continental revendiquées par le Honduras. Partant, le Nicaragua réclame dans l'instance pendante des zones maritimes auxquelles le Honduras a droit et sur lesquelles ce dernier détient un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision de la Cour. Cet intérêt que le Honduras considère être en cause dans l'instance pendante est multiple. Il s'agit *tout d'abord* du respect du titre juridique que le Honduras détient sur le plateau continental en vertu du droit international général, du droit international coutumier et de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. Ce titre, en permettant la projection en mer des côtes de l'Etat côtier, permet au plateau continental hondurien de s'étendre jusqu'au rebord externe de la marge continentale jusqu'à la ligne divisoire constituée par le traité de 1986. Il s'agit *ensuite* de son droit à délimiter ses espaces maritimes dans la mer des Caraïbes qui chevauchent des droits concurrents du Nicaragua afin de sécuriser l'exercice des droits souverains et de juridiction dans la zone maritime située au nord-ouest de la zone à délimiter entre le Nicaragua et la Colombie.

RCADI, 1988, Vol. 209, p. 263). In addition, when it submits a request to intervene, a State does not have to show that it has “rights which need to be protected, but merely an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case” (*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras), Application to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1990*, p. 129, para. 87). A State seeking to intervene “has only to show that its interest ‘may’ be affected, not that it will or must be affected” (*ibid.*, p. 117, para. 61).

26. The decision of Honduras to sign the United Nations Convention on the Law of the Sea on 10 December 1982 and to ratify it on 5 October 1993 confirmed Honduras’s desire to see its sovereignty and jurisdiction over maritime areas clearly defined and delimited, and its natural resources properly protected and exploited in accordance with international law. This is reflected, for example, in the Act on the exploitation of natural marine resources of 28 April 1980 (*Ley sobre el aprovechamiento de los recursos naturales del mar, La Gaceta*, No. 23.127, 13 June 1980) and Executive Decree No. PCM 007-2000 of 21 March 2000 on straight baselines (*Decreto ejecutivo No. 007-2000, La Gaceta*, No. 29.135, 29 March 2000). The declaration of an exclusive economic zone was included in Article 2 of the 1999 Act on Honduran Maritime Areas (Legislative Decree No. 172-99 of 30 October 1999, *La Gaceta*, No. 29.054, 23 December 1999). This legislation contains provisions on the continental shelf extending beyond 200 nautical miles whose terms are considered to be in accordance with Honduras’s rights under international law and under the United Nations Convention on the Law of the Sea. Honduras has thus adopted the definition in Article 76 of UNCLOS whereby its continental shelf comprises the sea-bed and subsoil of the submarine areas that extend beyond its territorial sea throughout the natural prolongation of its land territory to the outer edge of the continental margin (Art. 9 of the Act). Paragraphs 1 and 2 of Article 12 of the Act provide for the delimitation of the maritime areas to be effected through an agreement which must arrive at an equitable solution, taking into account, amongst other things, equidistance (Ann. III).

27. The areas of continental shelf claimed by Honduras were the subject of the 1986 Maritime Delimitation Treaty with Colombia. From the 82nd meridian, the maritime boundary follows parallel 14° 59’ 08” N due east up to meridian 79° 56’ 00” W, turning north after crossing the 80th meridian.

28. In accordance with the principles of international law, Honduras has sought in good faith to settle by agreement the questions of maritime delimitation which concern it, as reflected by the conclusion of the 1986 Maritime Delimitation Treaty with Colombia. Honduras is clearly anxious that the whole of that treaty should be entirely respected. The treaty defines the areas of the continental shelf that are claimed by Honduras. In the current proceedings, therefore, Nicaragua is laying claim to maritime areas to which Honduras is entitled and in respect of which the latter has a legal interest that may be affected by the decision of the Court. The interest which Honduras considers to be at issue in these proceedings involves a number of considerations. *Firstly*, it concerns respect for Honduras’s legal title to the continental shelf under general international law, customary international law and the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea. That title, whereby the coasts of a coastal State may be projected seaward, allows the Honduran continental shelf to be extended to the outer edge of the continental margin, up to the dividing line established by the 1986 Treaty. The interest *next* concerns Honduras’s right to delimit its maritime areas in the Caribbean Sea which overlap with the competing rights of Nicaragua, so as to secure the exercise of sovereign rights and jurisdiction in the maritime area situated north-west of the area which is to be delimited between Nicaragua and Colombia.

29. Il s'agit, *enfin*, du respect des droits du Honduras et de la Colombie résultant du traité de délimitation maritime de 1986 entre la Colombie et le Honduras. L'intérêt juridique du Honduras d'intervenir à titre de partie résulte spécifiquement du fait que la Colombie a, par le biais du traité de délimitation maritime de 1986, reconnu au Honduras des droits aux espaces maritimes au nord du 15<sup>e</sup> parallèle. Dans cette situation, il subsiste une incertitude sur le fait que la Cour pourrait attribuer cette zone maritime au seul Nicaragua alors que le traité de délimitation maritime de 1986 résulte d'une transaction entre la Colombie et le Honduras sur leurs droits à des espaces maritimes qui se chevauchent. Ceci est, parmi les autres motifs invoqués ci-dessus, le motif principal pour lequel le Honduras sollicite l'autorisation d'intervenir à titre de partie et, subsidiairement, en tant que non-partie.

30. L'autorisation d'intervenir à titre de partie accordée au Honduras par la Cour devrait lui permettre une présentation et une défense active de ses intérêts juridiques dans l'instance pendante. Le règlement du différend qu'il demande à greffer sur l'instance pendante justifierait que la décision de la Cour devienne obligatoire à son égard comme le prévoit l'article 59 du Statut de la Cour. Cette solution qu'offre le Statut apparaît adaptée aux objectifs du Honduras de délimiter ses frontières maritimes le plus tôt possible et de ne pas subir en l'espèce les aléas temporels du règlement pacifique des différends par la seule négociation.

31. Dans la mesure où la Cour n'autoriserait pas le Honduras à intervenir en tant que partie, le Honduras désire néanmoins être autorisé à intervenir en tant que non-partie puisque, pour utiliser les propres termes de la Cour, «la protection offerte par l'article 59 du Statut peut ne pas toujours être suffisante». Une telle autorisation d'intervenir a été accordée par la Cour alors même qu'il ne s'agit que d'une simple possibilité que l'article 59 ne protège pas l'Etat cherchant à intervenir «contre les effets — même indirects — d'un arrêt affectant leurs droits» (*Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))*, arrêt, C.I.J. Recueil 2002, p. 421, par. 238).

32. Ainsi le Honduras a établi qu'il a «*an interest of a legal nature which may be affected by the Court's decision in the case* ou qu'un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause», pour utiliser les mots de l'arrêt du 13 septembre 1990 dans l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras)* (*requête à fin d'intervention*, arrêt, C.I.J. Recueil 1990, p. 114, par. 52). La Cour peut donc l'autoriser à intervenir en vertu de l'article 62 du Statut.

#### B. L'objet précis de l'intervention du Honduras

33. La présente requête a pour objet:

*En premier lieu*, d'une façon générale, de protéger les droits de la République du Honduras dans la mer des Caraïbes par tous les moyens juridiques disponibles et, par conséquent, faire usage à cette fin de la procédure prévue à l'article 62 du Statut de la Cour.

*En second lieu*, d'informer la Cour de la nature des droits et intérêts d'ordre juridique du Honduras qui pourraient être mis en cause par la décision de la Cour, compte tenu des frontières maritimes revendiquées par les parties à l'affaire soumise à la Cour. Ainsi que l'a constaté la Chambre constituée par la Cour dans l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras)*:

«Dans la mesure où l'intervention du Nicaragua a pour objet «d'informer la Cour de la nature des droits du Nicaragua qui sont en cause dans le litige», on ne peut pas dire que cet objet n'est pas approprié: il semble d'ailleurs conforme au rôle de l'intervention.» (*Ibid.*, p. 130, par. 90.)

29. *Lastly*, the interest concerns respect for the rights of Honduras and Colombia resulting from the 1986 Maritime Delimitation Treaty concluded between them. The legal interest entitling Honduras to intervene as a party derives specifically from the fact that Colombia has recognized, through that treaty, that Honduras has rights to the maritime areas north of the 15th parallel. That being so, some uncertainty remains as regards the fact that the Court could attribute this maritime area to Nicaragua alone, whereas the 1986 Maritime Delimitation Treaty is the outcome of a settlement between Colombia and Honduras concerning their rights to maritime areas which overlap. This is the principal ground, of those set out above, on which Honduras is requesting permission to intervene as a party and, in the alternative, as a non-party.

30. Permitting Honduras to intervene as a party would allow it to present and actively defend its legal interests in these proceedings. Settlement of the dispute which Honduras is seeking to join to the current proceedings would entail the Court's decision becoming binding on Honduras, as stipulated in Article 59 of the Statute of the Court. This solution offered by the Statute appears to be in keeping with Honduras's aims of delimiting its maritime boundaries as swiftly as possible and of avoiding in this respect the uncertain timescale of the pacific settlement of disputes by means of negotiation alone.

31. Should the Court not permit Honduras to intervene as a party, Honduras nevertheless wishes to be permitted to intervene as a non-party, since, to use the words of the Court, "the protection afforded by Article 59 of the Statute may not always be sufficient". Such permission to intervene has been granted by the Court even though there is merely the possibility of Article 59 not protecting the States seeking to intervene "from the effects — even if only indirect — of a judgment affecting their legal rights" (*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*, Judgment, I.C.J. Reports 2002, p. 421, para. 238).

32. Honduras has thus established that it has "an interest of a legal nature which may be affected by the Court's decision in the case, or that *un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause*", to use the words of the Judgment of 13 September 1990 in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras) (Application to Intervene, Judgment, I.C.J. Reports 1990, p. 114, para. 52)*. The Court may therefore permit Honduras to intervene pursuant to Article 62 of the Statute.

#### *B. The Precise Object of the Intervention of Honduras*

33. The object of this Application is:

*Firstly*, in general terms, to protect the rights of the Republic of Honduras in the Caribbean Sea by all the legal means available and, consequently, to make use for that purpose of the procedure provided for in Article 62 of the Statute of the Court.

*Secondly*, to inform the Court of the nature of the legal rights and interests of Honduras which could be affected by the decision of the Court, taking account of the maritime boundaries claimed by the parties in the case brought before the Court. As the Chamber of the Court found in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras)*:

"So far as the object of Nicaragua's intervention is 'to inform the Court of the nature of the legal rights of Nicaragua which are in issue in the dispute', it cannot be said that this object is not a proper one: it seems indeed to accord with the function of intervention." (*Ibid.*, p. 130, para. 90.)

*En troisième lieu*, de demander à la Cour à être autorisé à intervenir dans l'instance pendante en tant qu'Etat partie. Dans cette situation, le Honduras reconnaît l'effet obligatoire de la décision qui sera rendue. Dans la mesure où la Cour n'accéderait pas à cette requête du Honduras, ce dernier sollicite la Cour, à titre subsidiaire, à l'autoriser à intervenir en tant que non-partie.

*C. La base de compétence qui, selon le Honduras, existerait entre lui et les Parties*

34. De l'avis du Honduras, la Cour est compétente pour connaître du différend que le Honduras demande à greffer sur l'instance pendante en vertu de l'article XXXI du traité américain de règlement pacifique des différends, désigné officiellement, aux termes de son article LX, par le nom de «pacte de Bogotá». Il se lit comme suit :

«Conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, les Hautes Parties contractantes en ce qui concerne tout autre Etat américain déclarent reconnaître comme obligatoire de plein droit, et sans convention spéciale tant que le présent traité restera en vigueur, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique surgissant entre elles et ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité;
- b) toute question de droit international;
- c) l'existence de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation qui découle de la rupture d'un engagement international.»

35. Dans le cas d'une intervention à titre de non-partie en vertu de l'article 62 du Statut, la Cour a eu l'occasion d'autoriser une telle intervention sans requérir l'existence d'un lien juridictionnel. Ainsi, dans l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime*, la Cour a conclu que «l'absence de lien juridictionnel ... ne constitue pas un obstacle à l'octroi de l'autorisation d'intervenir» (*C.I.J. Recueil 1990*, p. 135, par. 101).

### III. CONCLUSION

36. Le Honduras sollicite l'autorisation de la Cour d'intervenir en tant que partie dans l'instance pendante pour régler définitivement tant le différend sur la ligne de délimitation entre le point terminal de la frontière fixée par l'arrêt du 8 octobre 2007 et le tripoint sur la ligne frontière du traité de délimitation maritime de 1986 que la détermination du tripoint sur la ligne frontière du traité de délimitation maritime de 1986 entre le Honduras et la Colombie. *A titre subsidiaire*, le Honduras sollicite l'autorisation de la Cour d'intervenir en tant que non-partie afin de protéger ses droits et d'informer la Cour de la nature des droits et intérêts juridiques de la République du Honduras dans la mer des Caraïbes qui pourraient être mis en cause par la décision de la Cour dans l'instance pendante.

37. Le Honduras se tient à la disposition de la Cour pour l'informer plus avant sur les conditions de son intervention à titre de partie dans l'instance pendante dans la mesure où l'article 85, paragraphe 1, du Règlement s'avérerait, entre autres choses, insuffisant à l'organisation de la procédure et à la question de la désignation d'un juge *ad hoc* par le Honduras.

*Thirdly*, to request the Court to be permitted to intervene in the current proceedings as a State party. In such circumstances, Honduras would recognize the binding force of the decision that would be rendered. Should the Court not accede to this request, Honduras requests the Court, in the alternative, for permission to intervene as a non-party.

*C. The Basis of Jurisdiction which Honduras Claims to Exist  
as between Itself and the Parties*

34. In the opinion of Honduras, the Court has jurisdiction to entertain the dispute which Honduras is seeking to join to the current proceedings under Article XXXI of the American Treaty on Pacific Settlement, officially designated, according to Article LX thereof, as the “Pact of Bogotá”. This reads as follows:

“In conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice, the High Contracting Parties declare that they recognize, in relation to any other American State, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto*, without the necessity of any special agreement so long as the present Treaty is in force, in all disputes of a juridical nature that arise among them concerning:

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute the breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.”

35. In the case of intervention as a non-party under the terms of Article 62 of the Statute, the Court has had occasion to permit such intervention without requiring the existence of a jurisdictional link. Thus, in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute*, the Court concluded that “the absence of a jurisdictional link . . . is no bar to permission being given for intervention” (*I.C.J. Reports 1990*, p. 135, para. 101).

### III. CONCLUSION

36. Honduras seeks the Court’s permission to intervene as a party in the current proceedings in order to settle conclusively, on the one hand, the dispute over the delimitation line between the endpoint of the boundary fixed by the Judgment of 8 October 2007 and the tripoint on the boundary line in the 1986 Maritime Delimitation Treaty, and, on the other hand, the determination of the tripoint on the boundary line in the 1986 Maritime Delimitation Treaty between Colombia and Honduras. *In the alternative*, Honduras seeks the Court’s permission to intervene as a non-party in order to protect its rights and to inform the Court of the nature of the legal rights and interests of the Republic of Honduras in the Caribbean Sea which could be affected by the decision of the Court in these proceedings.

37. Honduras remains at the Court’s disposal to provide it with further information on the conditions for its intervention as a party in the proceedings, should, for example, Article 85, paragraph 1, of the Rules of Court not prove sufficient to deal with the organization of the proceedings and with the question of the choice of a judge *ad hoc* by Honduras.

38. ANNEXES

- Annexe I. Déclaration conjointe des présidents de la République du Nicaragua, le commandant José Daniel Ortega Saavedra, et de la République du Honduras, M. Porfirio Lobo Sosa, en date du 9 avril 2010. Extraits. (En espagnol, en français et en anglais.)
- Annexe II. Notes verbales *Oficio No. 170-DSM* au ministre des relations extérieures de la Colombie et *Oficio No. 171-DSM* au ministre des relations extérieures du Nicaragua, toutes deux en date du 24 octobre 2008.
- Annexe III. Articles 6, 9 et 12 de la loi hondurienne sur les espaces maritimes du 20 octobre 1999. (En espagnol, en français et en anglais.) *La Gaceta*, 23 décembre 1999, p. 4 et 5.

Le 10 juin 2010.

L'agent du Gouvernement  
de la République du Honduras,  
(*Signé*) Carlos LÓPEZ CONTRERAS.

---

38. ANNEXES

- Annex I. Joint declaration of the President of the Republic of Nicaragua, Mr. José Daniel Ortega Saavedra, and the President of the Republic of Honduras, Mr. Porfirio Lobo Sosa, dated 9 April 2010 (extracts in Spanish, French and English).
- Annex II. Notes Verbales *Oficio No. 170-DSM* to the Colombian Minister for Foreign Affairs and *Oficio No. 171-DSM* to the Nicaraguan Minister for Foreign Affairs, both dated 24 October 2008.
- Annex III. Articles 6, 9 and 12 of the Honduran Act on Maritime Areas of 20 October 1999 (in Spanish, French and English), *La Gaceta*, 23 December 1999, pp. 4-5.

10 June 2010.

(Signed) Carlos LÓPEZ CONTRERAS,  
Agent of the Government  
of the Republic of Honduras.

---

**Annexe I**

DÉCLARATION CONJOINTE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA,  
LE COMMANDANT JOSÉ DANIEL ORTEGA SAAVEDRA,  
ET DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, M. PORFIRIO LOBO SOSA,  
EN DATE DU 9 AVRIL 2010. EXTRAITS

*[Traduction française fournie par le Honduras]*

Nous, présidents de la République du Nicaragua et de la République du Honduras  
.....  
Déclarons:

.....  
3. Réinstaller à partir de ce moment les Commissions des limites des deux  
nations voisines créées le 2 octobre 2008, aux fins de conclure dans les plus brefs  
délais le processus de délimitation en exécution de l'arrêt du 8 octobre 2007, qui a  
été laissé en suspens, visé à l'alinéa quatre [de son paragraphe 321], [et qui  
déclare] que les deux pays, de bonne foi, devront négocier l'espace de mer territo-  
riale située entre l'embouchure du rio Coco en conformité avec la sentence du roi  
d'Espagne du 23 décembre 1906, jusqu'à ce qu'il se jette dans la mer Caraïbe.  
.....

Nous, les présidents, nous félicitons pour les accords conclus et faisons des  
vœux pour leurs succès.

Managua, le 9 avril 2010.

Le président de la République  
du Nicaragua,  
*(Signé)* José Daniel ORTEGA SAAVEDRA.

Le président de la République  
du Honduras,  
*(Signé)* Porfirio LOBO SOSA.



**Annex I**

JOINT DECLARATION OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA,  
MR. JOSÉ DANIEL ORTEGA SAAVEDRA,  
AND THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS, MR. PORFIRIO LOBO SOSA,  
DATED 9 APRIL 2010. EXTRACTS

*[English translation submitted by Honduras]*

The Presidents of the Republic of Nicaragua and the Republic of Honduras  
.....  
Hereby declare:

.....  
3. To reinstall from this moment on, the Commissions of Limits of both nations  
created on October two of two thousand eight, in order to conclude in short time  
the process of delimitation in compliance with the judgment dated October eight of  
two thousand seven, which left unsettle the fourth resolute, that both countries, in  
good faith, must negotiate the stretch of territorial sea that goes from the mouth of  
the River Coco in conformity to the Laudo of the King of Spain dated 23 Decem-  
ber 1906, to its mouth in the Caribbean Sea.  
.....

We both Presidents welcome the agreements reached and make votes for the suc-  
cess of same.

Managua, April nine of two thousand ten.

*(Signed)* José Daniel ORTEGA SAAVEDRA,  
President of the Republic  
of Nicaragua.

*(Signed)* Porfirio LOBO SOSA,  
President of the Republic  
of Honduras.



DÉCLARATION CONJOINTE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA,  
LE COMMANDANT JOSÉ DANIEL ORTEGA SAAVEDRA,  
ET DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, M. PORFIRIO LOBO SOSA,  
EN DATE DU 9 AVRIL 2010. EXTRAITS

---

JOINT DECLARATION OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA,  
MR. JOSÉ DANIEL ORTEGA SAAVEDRA,  
AND THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS, MR. PORFIRIO LOBO SOSA,  
DATED 9 APRIL 2010. EXTRACTS

*[Texte original en espagnol]*

*[Original Spanish text]*

Los Presidentes de la República de Nicaragua y de la República de Honduras

Declaramos:

3. Reinstalar a partir de este momento las Comisiones de Límites de ambas naciones vecinas creadas el dos de octubre del año dos mil ocho, a fin de concluir a la brevedad el proceso de delimitación en cumplimiento de la sentencia del 8 octubre de 2007, que dejó pendiente, en el resolutive cuarto, que ambos países, de buena fe, deberán negociar el trecho de mar territorial que hay desde la desembocadura del Río Coco de conformidad con el Laudo del Rey de España del 23 de diciembre de 1906, hasta su desembocadura en el Mar Caribe.

Ambos Presidentes nos congratulemos por los acuerdos alcanzados y hacemos votos por el éxito de los mismos.

Managua, nueve de abril de dos mil diez.

(Firmado) José Daniel ORTEGA SAAVEDRA, (Firmado) Porfirio LOBO SOSA,

Presidente de la República  
de Nicaragua.

Presidente de la República  
de Honduras.

---

**Annexe II**

NOTES VERBALES *OFICIO No. 170-DSM* AU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DE LA COLOMBIE ET *OFICIO No. 171-DSM* AU MINISTRE DES RELATIONS  
EXTÉRIEURES DU NICARAGUA, TOUTES DEUX EN DATE DU 24 OCTOBRE 2008

[Traduction française fournie par le Honduras]

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS

*Oficio No. 170-DSM*

Tegucigalpa, M.D.C., le 24 octobre 2008.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous saluer de la manière la plus attentionnée et, à la suite des échanges entre nos deux chancelleries relativement à l'affaire soumise à la décision de la Cour internationale de Justice, de vous faire connaître que le Gouvernement de la République du Honduras évalue actuellement au niveau national l'opportunité de présenter, en application de l'article 62 du Statut de la Cour internationale de Justice, une demande à fin d'intervention dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, avec pour objectif d'exprimer notre conviction de détenir un intérêt d'ordre juridique qui pourrait être affecté par la décision de la Cour en cette affaire.

Dans ce but, dans les prochains jours, mon gouvernement va présenter au Greffe de la Cour une communication annonçant qu'éventuellement un intérêt d'ordre juridique pourrait être affecté par la décision dans cette affaire. Pour cette raison, si cela s'avère opportun et pertinent, il présentera une demande formelle d'intervention.

Mon gouvernement est confiant que le Gouvernement de la République de Colombie consentira à accorder à la République du Honduras la plus grande importance à ce que la Cour connaisse et prenne en compte l'intérêt juridique que le Honduras pourrait voir affecté par sa décision.

Etant reconnaissant, par avance, de l'accueil qui sera accordé à cette communication, je saisis l'opportunité pour renouveler les assurances de ma plus haute et distinguée considération.

Le ministre,

(Signé) Angel Edmundo ORELLANA.

S. Exc. le Dr Don Jaime Bermúdez Merizalde  
Ministre des relations extérieures de la République de Colombie

**Annex II**

NOTES VERBALES *OFICIO No. 170-DSM* TO THE COLOMBIAN MINISTER  
FOR FOREIGN AFFAIRS AND *OFICIO No. 171-DSM* TO THE NICARAGUAN MINISTER  
FOR FOREIGN AFFAIRS, BOTH DATED 24 OCTOBER 2008

*[English translation by the Registry from the French translation submitted by Honduras]*

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS  
OF THE REPUBLIC OF HONDURAS

*Oficio No. 170-DSM*

Tegucigalpa, M.D.C., 24 October 2008.

Your Excellency,

Further to the exchanges between our offices regarding the case brought before the International Court of Justice, I have the honour to inform you that the Government of the Republic of Honduras is currently considering whether it is in the national interest to submit a request, pursuant to Article 62 of the Statute of the International Court of Justice, for permission to intervene in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, in order to express our belief that we have an interest of a legal nature which may be affected by the Court's decision in this case.

With that end in view, my Government will shortly transmit a communication to the Registry of the Court indicating that Honduras has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, on which basis it will, if appropriate, submit a formal application to intervene.

My Government is confident that the Government of the Republic of Colombia will agree to afford the maximum scope to the Republic of Honduras, so that the Court is able to entertain and take account of the legal interest of Honduras which may be affected by its decision.

With my appreciation in advance of the spirit in which this Note will be received, may I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

*(Signed)* Angel Edmundo ORELLANA,  
Minister.

H.E. Dr. Jaime Bermúdez Merizalde,  
Minister for Foreign Affairs of the Republic of Colombia

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS*Oficio No. 171-DSM*

Tegucigalpa, M.D.C., le 24 octobre 2008.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous saluer de la manière la plus attentionnée et, à la suite des échanges entre nos deux chancelleries relativement à l'affaire soumise à la décision de la Cour internationale de Justice, de vous faire connaître que le Gouvernement de la République du Honduras évalue actuellement au niveau national l'opportunité de présenter, en application de l'article 62 du Statut de la Cour internationale de Justice, une demande à fin d'intervention dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, avec pour objectif d'exprimer notre conviction de détenir un intérêt d'ordre juridique qui pourrait être affecté par la décision de la Cour en cette affaire.

Dans ce but, dans les prochains jours, mon gouvernement va présenter au Greffe de la Cour une communication annonçant qu'éventuellement un intérêt d'ordre juridique pourrait être affecté par la décision dans cette affaire. Pour cette raison, si cela s'avère opportun et pertinent, il présentera une demande formelle d'intervention.

Mon gouvernement est confiant que le Gouvernement de la République du Nicaragua consentira à accorder à la République du Honduras la plus grande importance à ce que la Cour connaisse et prenne en compte l'intérêt juridique que le Honduras pourrait voir affecté par sa décision.

Etant reconnaissant, par avance, de l'accueil qui sera accordé à cette communication, je saisis l'opportunité pour renouveler les assurances de ma plus haute et distinguée considération.

Le ministre,

*(Signé)* Angel Edmundo ORELLANA.S. Exc. M. Don Samuel Santos López  
Ministre des relations extérieures de la République du Nicaragua

---

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS  
OF THE REPUBLIC OF HONDURAS

*Oficio No. 171-DSM*

Tegucigalpa, M.D.C., 24 October 2008.

Your Excellency,

Further to the exchanges between our offices regarding the case brought before the International Court of Justice, I have the honour to inform you that the Government of the Republic of Honduras is currently considering whether it is in the national interest to submit a request, pursuant to Article 62 of the Statute of the International Court of Justice, for permission to intervene in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, in order to express our belief that we have an interest of a legal nature which may be affected by the Court's decision in this case.

With that end in view, my Government will shortly transmit a communication to the Registry of the Court indicating that Honduras has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, on which basis it will, if appropriate, submit a formal application to intervene.

My Government is confident that the Government of the Republic of Nicaragua will agree to afford the maximum scope to the Republic of Honduras, so that the Court is able to entertain and take account of the legal interest of Honduras which may be affected by its decision.

With my appreciation in advance of the spirit in which this Note will be received, may I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) Angel Edmundo ORELLANA,  
Minister.

H.E. Mr. Samuel Santos López,  
Minister for Foreign Affairs of the Republic of Nicaragua

NOTES VERBALES *OFICIO No. 170-DSM* AU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DE LA COLOMBIE ET *OFICIO No. 171-DSM* AU MINISTRE DES RELATIONS  
EXTÉRIEURES DU NICARAGUA, TOUTES DEUX EN DATE DU 24 OCTOBRE 2008

---

NOTES VERBALES *OFICIO No. 170-DSM* TO THE COLOMBIAN MINISTER  
FOR FOREIGN AFFAIRS AND *OFICIO No. 171-DSM* TO THE NICARAGUAN MINISTER  
FOR FOREIGN AFFAIRS, BOTH DATED 24 OCTOBER 2008

[*Texte original en espagnol*]

[*Original Spanish text*]

SECRETARÍA DE RELACIONES EXTERIORES  
DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS

*Oficio No. 170-DSM*

Tegucigalpa; M.D.C., 24 de octubre de 2008.

Señor Ministro:

Hónrame saludarlo de la manera más atenta y, en seguimiento a intercambios que han sostenido personeros de nuestras dos Cancillerías con relación a la causa sometida a la decisión de la Corte Internacional de Justicia, por este medio hago de su conocimiento que el Gobierno de la República de Honduras está evaluando la conveniencia nacional de presentar, en aplicación del artículo 62 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, una solicitud de intervención en la Controversia Territorial y Marítima (Nicaragua contra Colombia), con el fin de expresar nuestra convicción de que tenemos un interés de orden jurídico que pudiera verse afectado por la decisión de la Corte en ese caso.

Con ese propósito, en los próximos días mi Gobierno estará presentando en la Secretaría de la Corte, una comunicación anunciando que eventualmente un interés jurídico de Honduras pudiera verse afectado por la decisión en ese caso, motivo por el cual en su oportunidad y si fuere pertinente, presentará una solicitud formal de intervención en el mismo.

Mi Gobierno abriga la confianza de que el Gobierno de la República de Colombia, estará anuente a que se le brinde a la República de Honduras la mayor amplitud, para que la Corte conozca y tenga muy en cuenta, el interés jurídico que Honduras considera pudiera verse afectado por su decisión.

Agradeciéndole anticipadamente la acogida que tenga a bien conferirle a esta comunicación, aprovecho la oportunidad para renovarle las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(*Firmado*) Angel Edmundo ORELLANA,  
Secretario de Estado.

Excelentísimo Señor Doctor Don Jaime Bermúdez Merizalde  
Ministro de Relaciones Exteriores de la República de Colombia

SECRETARÍA DE RELACIONES EXTERIORES  
DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS

*Oficio No. 171-DSM*

Tegucigalpa; M.D.C., 24 de octubre de 2008.

Señor Ministro y estimado amigo:

Hónrame saludarlo de la manera más atenta y, en seguimiento a intercambios que han sostenido personeros de nuestras dos Cancillerías con relación a la causa sometida a la decisión de la Corte Internacional de Justicia, por este medio hago de su conocimiento que el Gobierno de la República de Honduras está evaluando la conveniencia nacional de presentar, en aplicación del artículo 62 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, una solicitud de intervención en la Controversia Territorial y Marítima (Nicaragua contra Colombia), con el fin de expresar nuestra convicción de que tenemos un interés de orden jurídico que pudiera verse afectado por la decisión de la Corte en ese caso.

Con ese propósito, en los próximos días mi Gobierno estará presentando en la Secretaría de la Corte, una comunicación anunciando que eventualmente un interés jurídico de Honduras pudiera verse afectado por la decisión en ese caso, motivo por el cual en su oportunidad y si fuere pertinente, presentará una solicitud formal de intervención en el mismo.

Mi Gobierno abriga la confianza de que el Gobierno de la República de Nicaragua, estará anuente a que se le brinde a la República de Honduras la mayor amplitud, para que la Corte conozca y tenga muy en cuenta, el interés jurídico que Honduras considera pudiera verse afectado por su decisión.

Agradeciéndole anticipadamente la acogida que tenga a bien conferirle a esta comunicación, aprovecho la oportunidad para renovarle las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

*(Firmado)* Angel Edmundo ORELLANA,  
Secretario de Estado.

Excelentísimo Señor Don Samuel Santos López  
Secretario del Exterior de la República de Nicaragua

**Annexe III**

ARTICLES 6, 9 ET 12 DE LA LOI HONDURIENNE SUR LES ESPACES MARITIMES  
DU 20 OCTOBRE 1999

*[Traduction française fournie par le Honduras]*

LOI SUR LES ZONES MARITIMES DU HONDURAS

*Article 6. Zone économique exclusive*

Le Honduras établit une zone économique exclusive le long de ses côtes s'étendant de la limite extérieure de la mer territoriale jusqu'à une distance de 200 milles marins de la ligne de base à partir de laquelle la largeur de la mer territoriale est mesurée.

.....

*Article 9. Plateau continental*

Le plateau continental du Honduras comprend les fonds marins et le sous-sol des zones sous-marines adjacentes à sa mer territoriale jusqu'à une distance de 200 milles marins des lignes de base ou jusqu'au rebord extérieur de son plateau continental.

.....

*Article 12. Délimitation de la mer territoriale,  
de la zone économique exclusive et du plateau continental  
entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face*

1. La délimitation des zones maritimes visées ci-dessus entre le Honduras et les pays voisins est effectuée par voie d'accord entre eux sur la base du droit international;

2. Lesdits accords aboutissent à une solution équitable, tenant compte, afin d'appliquer le principe d'équité, non seulement de l'équidistance mais aussi de la proportionnalité en tant que représentation concrète de l'équité ainsi que d'autres circonstances spéciales pertinentes, telles que l'existence d'îles; et

.....



**Annex III**

ARTICLES 6, 9 AND 12 OF THE HONDURAN ACT ON MARITIME AREAS  
OF 20 OCTOBER 1999

*[English translation submitted by Honduras]*

ACT ON HONDURAN MARITIME AREAS

*Article 6. Exclusive economic zone*

Honduras establishes an exclusive economic zone along its coasts which extends from the outer edge of the territorial sea to a distance of 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea is measured.

.....

*Article 9. Continental shelf*

The Honduran continental shelf comprises the seabed and subsoil of the submarine areas adjacent to its territorial sea to a distance of 200 nautical miles from the baselines or to the outer edge of its continental shelf.

.....

*Article 12. Delimitation of the territorial sea,  
the exclusive economic zone and the continental shelf  
between States with opposite or adjacent coasts*

1. The delimitation of the above-mentioned areas between Honduras and its neighbouring countries shall be effected through an agreement between them on the basis of international law;

2. Such agreements shall arrive at an equitable solution, taking into account, in order to apply the principle of equity, not only equidistance but also proportionality as a concrete manifestation of equity, together with other special circumstances, such as the existence of islands; and

.....



ARTICLES 6, 9 ET 12 DE LA LOI HONDURIENNE SUR LES ESPACES MARITIMES  
DU 20 OCTOBRE 1999

---

ARTICLES 6, 9 AND 12 OF THE HONDURAN ACT ON MARITIME AREAS  
OF 20 OCTOBER 1999

*[Texte original en espagnol]*

*[Original Spanish text]*

LEY DE ESPACIOS MARÍTIMOS DE HONDURAS

*Artículo 6. De la zona económica exclusiva*

Honduras establece una zona económica exclusiva a lo largo de sus costas, que se extiende desde el límite exterior del mar territorial hasta una distancia de doscientas millas marinas, contadas desde la línea de base desde la que se mide la anchura de aquel.

.....

*Artículo 9. De la plataforma continental*

La plataforma continental hondureña comprende el suelo y subsuelo de las áreas submarinas adyacentes a su mar territorial hasta una distancia de 200 millas marinas contadas desde las líneas de base o bien hasta el borde exterior de su margen continental.

.....

*Artículo 12. De la delimitación del mar territorial,  
de la zona económica exclusiva y de la plataforma continental  
entre Estados con costas adyacentes o situadas frente a frente*

1. La delimitación de los anteriores espacios marítimos de Honduras con sus países vecinos se efectuará mediante acuerdo entre ellos sobre la base del derecho internacional;
  2. Tales acuerdos deberán llegar a una solución equitativa, para lo cual habrá de tenerse en cuenta, en orden a aplicar el principio de equidad, no solamente la equidistancia, sino también la proporcionalidad como manifestación concreta de la equidad y la existencia de otras circunstancias especiales pertinentes, tales como la existencia de islas; y
- .....



CERTIFICATION

Le soussigné, agent de la République du Honduras relativement à la requête à fin d'intervention dans l'affaire concernant le *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, a l'honneur, conformément à l'article 50 du Règlement de la Cour, de certifier que les documents en espagnol joints en annexes à la requête sont conformes à l'original. De plus, conformément à l'article 51 du même Règlement, je certifie que les traductions en français et en anglais jointes de ces documents sont exactes.

Le 10 juin 2010.

L'agent du Gouvernement  
de la République du Honduras,  
(Signé) Carlos LÓPEZ CONTRERAS.

---

DECLARATION

*[Translation]*

I the undersigned, Agent of the Republic of Honduras with regard to the Application for permission to intervene in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*, have the honour to certify, in accordance with Article 50 of the Rules of Court, that the documents in Spanish annexed to the Application are true copies of the originals. In accordance with Article 51 of the Rules of Court, I also certify that the appended French and English translations of those documents are accurate.

10 June 2010.

*(Signed)* Carlos LÓPEZ CONTRERAS,  
Agent of the Government of  
the Republic of Honduras.

---

II. LE VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS  
AU GREFFIER DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

SECRETARÍA DE RELACIONES EXTERIORES  
DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS

*No. 219-DSM*

Tegucigalpa, M.D.C., le 1<sup>er</sup> juin 2010.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous faire part que, conformément au paragraphe 1 de l'article 42 du Statut de la Cour et à l'article 40 de son Règlement, le Gouvernement de la République du Honduras a désigné S. Exc. M. Carlos López Contreras comme agent aux fins de déposer une requête à fin d'intervention dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)* et de le représenter dans toute la procédure consécutive à ladite requête.

Toutes les communications doivent être adressées à l'agent à l'ambassade du Honduras à La Haye.

Le vice-ministre,  
(*Signé*) Alden RIVERA MONTES.

---

II. THE VICE-MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS  
OF THE REPUBLIC OF HONDURAS TO THE REGISTRAR  
OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

*[Translation]*

SECRETARÍA DE RELACIONES EXTERIORES  
DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS

*No. 219-DSM*

Tegucigalpa, M.D.C., 1 June 2010.

To the Registrar,

I have the honour to inform you that, in accordance with Article 42, paragraph 1, of the Statute of the Court and Article 40 of the Rules of Court, the Government of the Republic of Honduras has designated H.E. Mr. Carlos López Contreras as Agent for the purposes of filing an Application for permission to intervene in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)* and representing it in any proceedings resulting from that Application.

All communications should be sent to the Agent at the Embassy of Honduras in The Hague.

*(Signed)* Alden RIVERA MONTES,  
Vice-Minister.

---





IMPRIMÉ EN FRANCE – PRINTED IN FRANCE